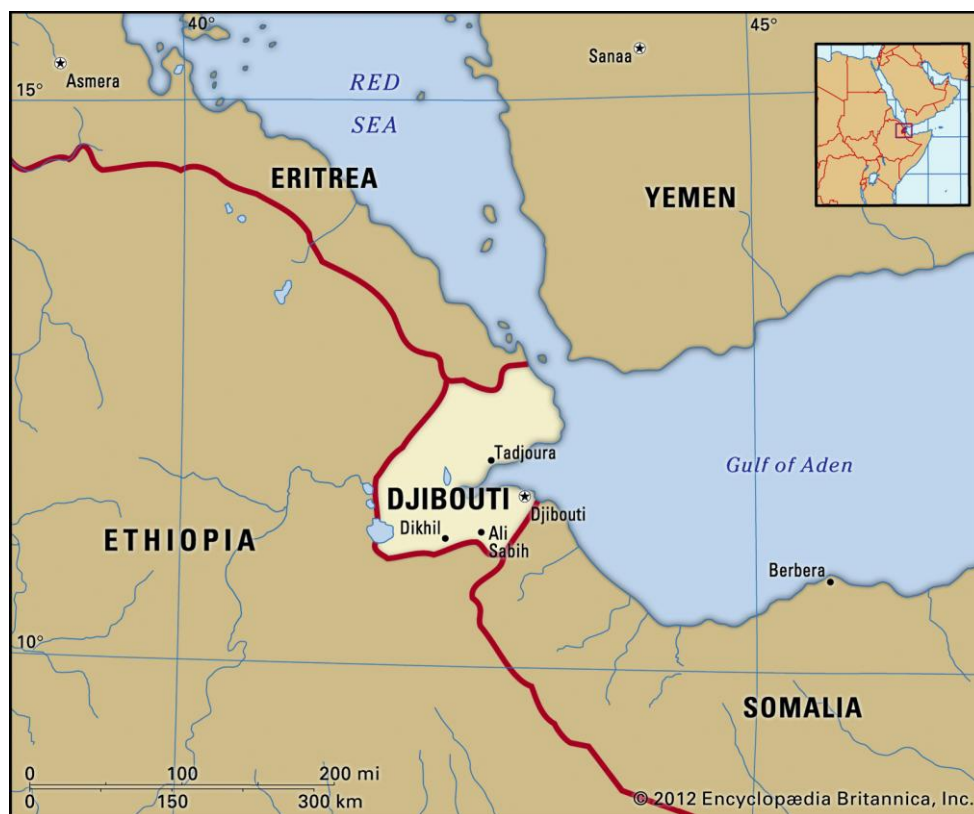


DJIBOUTI

ETAT STRATEGIQUE

Et le Golfe de Guinée ?



En matière de stratégie, si vous voulez savoir la définition de la notion de « position stratégique », il vous faut prendre l'exemple de Djibouti. Ce micro-état situé dans la corne de l'Afrique symbolise au mieux ce que l'on entend par position stratégique.

Très peu d'ivoiriens connaissent ou s'intéressent à Djibouti. On peut les comprendre, Djibouti se trouve à plus de 7000 kilomètres de la Côte d'Ivoire.

Durant ma formation d'officier, j'ai eu l'opportunité d'avoir deux camarades de promotion Djiboutiens. J'ai encore leurs noms en tête :

- Youssouf Abdou
- Hassan Djama

Depuis notre sortie d'école en 1988, je n'ai plus d'informations les concernant. Mais, avoir deux ressortissants Djiboutiens dans une promotion de Saint-Cyriens indiquaient déjà l'importance de ce pays pour les autorités françaises. Ce n'est pas anodin car Djibouti est, par excellence ce que l'on peut appeler un **Etat Stratégique**.

Depuis la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, il est quasiment question tous les jours du fameux Détroit d'Ormuz ou transitent près de 30% des approvisionnements mondiaux en hydrocarbures, donnant à ce Détroit une importance stratégique. Le Golfe d'Aden et le Détroit de Bab-El-Mandeb, à proximité de Djibouti, n'en demeurent pas moins aussi stratégiques. Je vais le démontrer dans cette analyse. De plus, le cas Djiboutien fournit un modèle dont pourrait s'inspirer le **Golfe de Guinée**, en devenant son pendant dans l'Océan Atlantique.

1 - Présentation de Djibouti et de sa position stratégique

D'une superficie de 23 000 km² avec un million d'habitants, Djibouti fait frontière avec l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie. L'Éthiopie n'a plus de façade maritime depuis la séparation ayant engendré la création de l'Érythrée en 1993, pays qui demeure extrêmement tatillon sur sa souveraineté. La Somalie voisine, qui possède une façade maritime, est actuellement un Etat fragile car après plus de vingt années de guerre civile et l'absence de structures étatiques solides, ce pays est malheureusement devenu un espace propice au développement du terrorisme international incarné par le groupe Al Shabab, affilié à Al Qaïda. Malgré la présence, depuis 2007, de l'AMISOM (Mission de l'Union Africaine en Somalie) devenue ATMIS en 2022 (Mission de Transition de l'Union Africaine en Somalie), la situation en Somalie n'est toujours pas stable politiquement.

Dans un tel environnement, Djibouti apparait comme un pôle de stabilité politique. En effet, son Président Ismaël Omar Guelleh a été réélu pour un sixième mandat en avril 2026. Il est au pouvoir depuis 1999.



Ismaël Omar Guelleh réélu pour un sixième mandat

Le déclenchement de la guerre par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran a rappelé au monde entier l'importance du Détroit d'Ormuz. Ce fameux détroit est l'objet de toutes les attentions et de tous les fantasmes. La position de Djibouti, dans le Golfe d'Aden, à l'entrée du Détroit de Bab-El-Mandeb est toute aussi stratégique, dans un couloir qui relie l'océan Indien et la Méditerranée

Le détroit de Bab-El-Mandeb est un passage obligé pour une part significative du commerce international. Près de 12 % du volume total du trafic maritime mondial y transitent, incluant 40 % des échanges entre l'Asie et l'Europe. Le pays se situe donc

au cœur d'un axe reliant les deux principaux pôles de production et de consommation mondiaux, l'Asie et l'Europe.

Le port de Djibouti, et particulièrement le terminal à conteneurs de Doraleh, est devenu un point stratégique de premier plan. Chaque année, environ 30 000 navires empruntent cette voie maritime, plaçant Djibouti au centre du commerce international.

À l'échelle régionale, le port de Djibouti est un pivot logistique essentiel pour l'Afrique de l'Est. Pour l'Éthiopie, pays enclavé et dépendant de l'exportation de sa production agricole, Djibouti constitue son principal accès à la mer et aux marchés mondiaux. En 2021, le port de Djibouti assurait 95 % des importations et exportations éthiopiennes. Djibouti est aussi un point de passage pour les communications numériques. Plus de 90 % de la capacité de transmission entre l'Europe et l'Asie transite par la mer Rouge. Sept câbles sous-marins passent par le pays, faisant de Djibouti un véritable hub numérique. Djibouti est le point d'atterrissage de câbles sous-marins comme 2Africa, SEA-ME-WE 5 et DARE-1, qui connectent l'Afrique à l'Europe et le Moyen-Orient à l'Asie.

On peut donc dire que Djibouti s'impose comme un acteur central dans les dynamiques géopolitiques contemporaines. Sa

position géographique en fait un hub commercial et logistique majeur pour la toute région.

Cette situation stratégique a mené plusieurs puissances étrangères (France, États-Unis, Japon, Italie et Allemagne) à y implanter des bases militaires pour sécuriser leurs intérêts.



2 - Plusieurs puissances ont installé des bases militaires à Djibouti

On commence par La **France**, ancienne puissance coloniale, qui a été la première à reconnaître le potentiel du pays. À l'indépendance de Djibouti en 1977, elle a choisi de maintenir sa présence militaire sur place. Aujourd'hui encore, environ 1 450 militaires français sont stationnés sur le territoire, répartis entre infrastructures aériennes, maritimes et terrestres. Les installations françaises accueillent aussi des contingents **allemands et espagnols** dans le cadre des missions navales de l'Union européenne, notamment l'opération Atalante contre la piraterie dans la région afin de sécuriser le commerce européen.

C'est l'un des effets secondaires du désordre qui perturbe le trafic maritime autour de la péninsule Arabique, entre le blocage du détroit d'Ormuz et les menaces des rebelles houthistes au large du Yémen. La piraterie a refait son retour près des côtes somaliennes, dans l'océan Indien et dans le golfe d'Aden. Quatorze attaques ont été recensées depuis le 1^{er} janvier 2026 par l'opération « Atalante », le déploiement militaire naval de l'Union européenne chargé de la sécurité maritime dans la région, dont huit depuis la mi-avril 2026. L'ancrage à Djibouti permet donc une lutte efficace contre la piraterie.



Navire et soldats français à Djibouti



Après les attentats du 11 septembre 2001, les **États-Unis** se sont tournés vers Djibouti pour y établir une base stratégique

soutenant leurs opérations en Afrique de l'Est et au Moyen-Orient dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». En 2003, le Camp Lemonnier a été inauguré sur une ancienne base française. Aujourd'hui, environ 5 000 militaires et contractuels y sont déployés, ce qui en fait la plus grande base américaine en Afrique.





Soldats américains à Djibouti



Le **Japon** a suivi une logique similaire en 2011, avec une approche spécifique. Face à sa dépendance aux approvisionnements maritimes, Tokyo a choisi Djibouti pour y

établir sa première base militaire permanente depuis 1945 avec un effectif de 180 militaires pouvant être porté à 600.



Détachement japonais

L'Italie a inauguré sa propre base en 2012, dans la continuité de son engagement européen pour sécuriser les routes maritimes. Cette présence militaire italienne repose sur la Base Militaire Italienne de Soutien (BMIS) dénommée « Amédéo Guillet » opérationnelle près de Loyada. Moins imposante, elle reste révélatrice de la volonté de Rome de s'assurer une présence dans la région. Ses effectifs sont entre 100 et 300 personnels.



Militaires Italiens

La Chine a marqué un changement de dimension en 2017 en ouvrant sa première base militaire permanente hors de ses frontières à Djibouti. La base de Doraleh est la première base militaire établie par la Chine à l'étranger. La Chine a déclaré que cette installation servira principalement à soutenir la logistique militaire des troupes chinoises dans le Golfe d'Aden ainsi que d'autres activités ayant un impact positif sur les biens publics maritimes, notamment les opérations de maintien de la paix, humanitaires et de secours en cas de catastrophes en Afrique. Les effectifs chinois sont estimés entre 1000 et 2000 militaires.



Militaires chinois présents à Djibouti

Djibouti accueille donc des bases militaires de sept puissances étrangères : France, États-Unis, Chine, Japon, Italie, Espagne et Allemagne, en raison de sa position stratégique sur le détroit de Bab-el-Mandeb. On remarque juste au passage **qu'aucun pays Africain** n'y possède de base et pourtant le siège de l'Union Africaine, à Addis-Abeba n'est pas bien loin. Pourquoi un tel désintérêt des pays africains pour cette zone pourtant stratégique ? Des puissances africaines comme le Nigéria ou l'Afrique du Sud peuvent prétendre avoir une base navale à Djibouti. La Mission européenne « Atalante » lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe d'Aden, on comprend

difficilement que l'Union africaine ne se sente pas concernée par cette problématique en encourageant le déploiement d'une base navale de pays africains pour faire face aussi à la piraterie maritime.

Les loyers versés par ces puissances militaires représentent une manne économique non négligeable pour Djibouti, contribuant à environ 3 % de son PIB. Cette dépendance économique aux bases étrangères soulève cependant des questions sur la durabilité de ce modèle. Si les revenus sont stables, ils sont aussi soumis aux dynamiques géopolitiques. De plus, cette dépendance peut freiner le développement d'autres secteurs économiques.

Djibouti a su capitaliser sur sa position géographique pour attirer des partenaires militaires aux intérêts parfois divergents. Ce pluralisme militaire, bien que lucratif, exige une diplomatie habile pour éviter des tensions entre les locataires. Par exemple, la coexistence de bases américaines et chinoises dans un espace restreint reflète des équilibres précaires à maintenir.

L'avenir de Djibouti en tant que hub militaire dépendra de sa capacité à continuer d'offrir des services stratégiques tout en diversifiant son économie. Renforcer les infrastructures civiles et tirer parti des investissements militaires pour développer des

secteurs comme la logistique portuaire ou les services financiers pourrait réduire la dépendance à ces revenus volatils.

En somme, Djibouti est bien plus qu'un simple hôte de bases militaires étrangères. Il est un acteur stratégique qui navigue avec pragmatisme au cœur des rivalités mondiales, tout en cherchant à maximiser les retombées économiques de son positionnement unique.



Le drapeau Djiboutien et sa Garde

3 - La montée en puissance du Golfe de Guinée ?

On ne peut passer sous silence les initiatives africaines déjà existantes et qui visent à la sécurité dans le Golfe de Guinée. Ces initiatives s'articulent principalement autour de projets panafricains, régionaux et internationaux visant à contrer la piraterie très active dans la zone, le terrorisme et les trafics illicites. Parmi ces initiatives, il y a :

- L'architecture de Yaoundé, créée en 2013 et qui sert de cadre institutionnel majeur pour la coordination interrégionale (CEDEAO et CEEAC) avec le partage d'informations maritimes entre pays côtiers.
- La proposition de Force Africaine faite à l'Union Africaine (UA) par le Nigéria afin de créer une Force Militaire conjointe visant à sécuriser l'ensemble du Golfe de Guinée. Cette proposition innovante et stratégique rejoint ainsi celle que j'envisageais pour la Force en Attente de la CEDEAO dans le domaine aérien avec l'utilisation de drones.

Enfin, la coopération internationale demeure entre les Etats côtiers du Golfe de Guinée avec des partenaires européens dans

le cadre de l'opération CORYMBE et américains dans le cadre de FLINTLOCK.

Dans le Golfe de Guinée, les états africains côtiers ont bien pris en compte la menace de la piraterie maritime, dans la corne de l'Afrique, ce sont des forces étrangères, européenne et américaine qui assurent cette mission contre la piraterie maritime dans le Golfe d'Aden.

Dans ce contexte général, les récentes frappes américaines dans le nord-ouest du Nigéria, le 25 décembre 2025 et du 14 au 16 mai 2026 ont surpris tous les observateurs. Sont-ce les premiers signes de la montée en puissance de l'importance stratégique du Golfe de Guinée ou manifestement l'Armée américaine cherche d'une part, une réponse au terrorisme et pourquoi pas, d'autre part une opportunité de délocaliser l'AFRICOM en Afrique sub-saharienne ? La question mérite d'être posée. En effet, il faut rappeler que l'AFRICOM, Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique a été créé en 2007 et est rentré en fonction en 2008. Son quartier Général se trouve à Stuttgart en Allemagne. Manifestement, sa délocalisation en Afrique n'est pas une vue de l'esprit et je me prends à penser que les stratèges américains réfléchissent bien à cette éventualité. Il est aussi vrai qu'il avait été envisagé, pendant la présidence de Joe Biden, de

délocaliser l'AFRICOM au Maroc il y a quelques années. A l'heure actuelle, son quartier général est encore en Allemagne à Stuttgart. Mais si l'éventualité d'une relocalisation en Afrique de l'Ouest prospère, quels sont les pays potentiels pour accueillir ce quartier Général de l'AFRICOM ?

Je pense à cinq pays de l'Afrique de l'Ouest, et je vais évoquer quelques forces et faiblesses de ces destinations pour l'AFRICOM.

1 – Le Nigéria : C'est dans ce pays qu'actuellement les forces américaines et nigérianes effectuent depuis des mois des frappes aériennes conjointes contre les groupes jihadistes. Actuellement plus de deux cents soldats américains sont au Nigéria. De plus, c'est un pays anglophone et il dispose d'infrastructures logistiques à même d'être utilisées en cas de déploiement de l'AFRICOM. Ce pays développe cependant un paradoxe car l'AFRICOM y serait bien utile, mais aussi serait très exposé car de nombreux groupes jihadistes agissent au Nigéria.

2 – La Côte d'Ivoire : Récemment un grand exercice, quasi inédit par son ampleur, dénommé FLINTLOCK 2026 réunissant plus de 1000 militaires issus de 30 nations s'est déroulé à Jacquville en Côte d'Ivoire. Cet exercice, coordonné par l'AFRICOM et la Côte d'Ivoire, constitue un pivot stratégique pour la sécurité régionale et sa prise en compte par les autorités

américaines n'est pas anodine. Le handicap de la langue qui aurait pu être un obstacle pour que l'AFRICOM souhaite s'implanter durablement en Côte d'Ivoire, n'a cependant pas affecté l'implication américaine dans l'exercice récent FLINTLOCK. De plus, les infrastructures logistiques sont opérationnelles et la stabilité politique du pays est bien réelle.

3 – Le Bénin : Ce pays est intéressant vu sa proximité avec les zones de menace, d'ailleurs plusieurs attaques ont déjà eu lieu dans le nord du pays. Le Bénin présente les mêmes atouts que la Côte d'Ivoire mais avec un poids diplomatique moins fort. A voir donc si la langue n'est pas un obstacle.

4 – Le Libéria : Pays de l'Afrique de l'Ouest ayant un long héritage historique avec les Etats-Unis depuis son indépendance en 1847, ce pays a néanmoins un lourd handicap pour la délocalisation de l'AFRICOM, la faiblesse de ses infrastructures liée à la longue période de guerre et d'instabilité politique du pays.

5 – Le Ghana : pays anglophone, le Ghana possède de sérieux atouts pour être choisi comme terre de délocalisation de l'AFRICOM. Mais les dirigeants de ce pays en ont-ils la volonté politique ?

Je pense donc qu'en interne, les réflexions doivent commencer dans ces cinq pays au cas où ils sont approchés par

les autorités américaines en vue de la délocalisation du quartier général de l'AFRICOM.

D'autre part, l'influence russe de plus en plus marquée dans la sous-région ouest africaine, peut obliger les Etats-Unis à s'engager plus en avant dans cette zone. Il faut rappeler que les Etats de l'AES (Mali, Burkina Faso et Niger) ont ouvertement scellé des alliances avec la Russie depuis quelques années. De plus, le Togo affirme des positions assez proches de l'AES ces derniers temps de sorte qu'une suspicion d'efforts faits par la Russie pour se rapprocher du Togo ne laisse pas sans réaction les Etats-Unis. Pas sûr que les Etats-Unis s'en accommodent si facilement, surtout que les Français ont été évincés de cette partie de l'Afrique. La tentation est donc réelle pour une plus grande implication des Etats-Unis dans le Golfe de Guinée.

Autre fait à prendre en compte. Cette zone est particulièrement riche en hydrocarbures et se présente avec un potentiel encore sous exploité. Les années à venir vont certainement montrer les énormes potentialités du Golfe de Guinée.



Les pays du golfe de guinée sont les suivants :

- Ghana
- Togo
- Bénin
- Côte d'Ivoire
- Nigéria
- Cameroun
- Guinée Equatoriale
- Gabon
- Sao Tomé et Príncipe

Ces pays partagent des ressources maritimes stratégiques notamment des réserves de pétrole et de gaz. Le Golfe de Guinée est crucial pour le commerce maritime et l'exploitation des hydrocarbures. Depuis 2020, près de **11 % des nouveaux hydrocarbures** identifiés dans le monde proviennent du Golfe de Guinée, ce qui renforce son attractivité. Des compagnies internationales comme Total Energies, Shell, Chevron et Eni investissent massivement dans cette zone.

Peu de stratégies font cas des Iles de l'Ascension, possessions britanniques isolées dans l'Atlantique sud, situées à 1300 kilomètres des côtes du Libéria, en périphérie donc du Golfe de Guinée. Ces Iles abritent l'une des quatre antennes du système de navigation GPS, un relais de la radio BBC et les Services de renseignements américains et britanniques y sont présents sur un site conjoint. Un aéroport important sur ces Iles, celui de Wideawake a été utilisé comme point d'appui logistique et de ravitaillement notamment lors de la guerre des Malouines en 1982. Sur cette Ile aussi on trouve une base de secours pour les navettes spatiales de la NASA.



Iles de l'Ascension en rouge

Cette implication africaine à la problématique géostratégique du Golfe de Guinée est à saluer et elle doit se renforcer.

En conclusion, Djibouti est reconnu actuellement comme l'un des pays avec la plus grande base navale au monde. Cette base est un point d'appui crucial pour les navires qui circulent entre la Méditerranée et l'Océan Indien, permettant des ravitaillements et un soutien logistique. L'importance de Djibouti

n'est donc pas à négliger. Des grandes puissances ont vite compris l'intérêt stratégique de Djibouti. Dommage qu'aucun Etat africain n'y soit présent avec une base navale.

Le **Golfe de Guinée** ne peut pas être en reste. Des dynamiques communes à plusieurs états africains côtiers sont actives pour la sécurité de cette zone. Ma prédiction me mène à penser que dans les années à venir cette zone va représenter un intérêt géostratégique de plus en plus important. Le potentiel de richesses en hydrocarbures se confirme de jour en jour de même que la présence militaire américaine pour lutter contre les groupes terroristes. Les stratèges africains doivent intégrer cette nouvelle donne afin d'être plus présents et pertinents.



Ecrit les 19, 20 et 21 mai 2026

Par le Général de Brigade (2S) Assamoua Guiézou